

Derrière la com' de Macron à Marseille : toujours plus de chaos ! (éditorial du Syndicaliste Indépendant)

Montreuil, le 30 juin 2023

Le président Macron s'était donné 100 jours pour tourner la page des retraites. Son déplacement de trois jours à Marseille était conçu comme un moment médiatique de sa campagne pour « apaiser » le pays.

Le chef de l'Etat y a multiplié les annonces tonitruantes sur l'Ecole sous prétexte de « lutter contre les inégalités » : ouvrir les collèges en éducation prioritaire de 8 heures à 18 heures grâce au « pacte », s'attaquer aux vacances scolaires, scolariser les élèves de 2 ans alors que le gouvernement supprime des milliers de postes... Avec un fil conducteur : faire disparaître tout cadre national. Il a par ailleurs défendu sa réforme de la voie professionnelle, vanté les mérites de l'apprentissage et de l'auto-entrepreneuriat.

Mais personne n'est dupe de ce coup de com'. Les milliards du « *Marseille en Grand* » ce n'est pas pour nous, peuvent se dire les jeunes des quartiers nord.

Le président Macron exploite la situation indigne dans laquelle se trouvent les écoles marseillaises pour les soumettre à un chantage et en faire les cobayes d'une expérimentation qui a vocation à être déclinée nationalement : c'est « l'école du futur », avec des projets différents sur le modèle des écoles privées, avec des programmes et des diplômes locaux, au détriment de l'égalité des droits des élèves quel que soit leur quartier d'habitation.

C'est le règne de l'autonomie et du « donnant-donnant », où les personnels devraient conclure des « pactes », non seulement pour compléter leur salaire, mais aussi pour pallier le manque de moyens, par exemple en remplaçant au pied levé les professeurs manquants.

Rien de très marseillais dans cette surenchère de mesures provocatrices, mais la volonté éperdue d'un président affaibli par 5 mois de mobilisation de poursuivre son programme de destruction et de détourner les regards du chaos qui menace l'Education nationale.

Partout en France, les personnels et les parents d'élèves se mobilisent pour exiger le rétablissement des milliers d'heures et de classes supprimées à la rentrée. A Marseille comme ailleurs, l'Education nationale manque de tout : d'enseignants, de personnels de santé scolaire, d'assistants sociaux, de personnels techniques, administratifs et de vie scolaire, de psyEN, d'AESH... La situation est telle que ministre Ndiaye est contraint de lâcher du lest en ouvrant la possibilité de recourir aux listes complémentaires.

A Marseille comme ailleurs, les personnels cherchent à résister contre le délabrement de l'Ecole publique. Depuis les annonces sur le « pacte », des milliers de personnels ont participé aux réunions syndicales organisées par FO dans les écoles, les établissements, les services.

... / ...

S'appuyant sur la position unanime des fédérations de l'Education nationale, des centaines de motions ont été adoptées pour le retrait du « pacte » et pour l'augmentation des salaires.

Tout cela n'a-t-il aucun rapport avec ce qui se passe aujourd'hui dans les banlieues, où les jeunes laissent éclater leur colère ?

Cela n'a-t-il rien à voir avec l'embrasement des quartiers populaires, où le chômage explose, où l'insalubrité est générale et la seule réponse du gouvernement est d'y envoyer plus de CRS, voire l'armée, au lieu d'y réinstaller tous les services publics disparus depuis des années ?

Les 100 jours pour « apaiser » le pays se terminent dans un climat de tension extrême.

Pour la FNEC FP-FO, il serait dangereux de ne pas répondre aux causes du problème. Cela commence par rétablir les mêmes droits sur tout le territoire, réouvrir les classes supprimées, les centres de sécurité sociale, les bureaux de poste, les hôpitaux, les centres sociaux, les bibliothèques, et en finir avec les politiques de déréglementation et de répression.